

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4864 - Dimanche 25 août 2019 - Prix : 10 DA

EN A'
Belmadi convoque
22 joueurs pour un stage
en préparation du CHAN

Page 24



Sa candidature à la présidentielle tunisienne est malgré tout maintenue

Nabil Karoui arrêté pour évasion fiscale et blanchiment d'argent

Page 2

Escalade dans la guerre commerciale

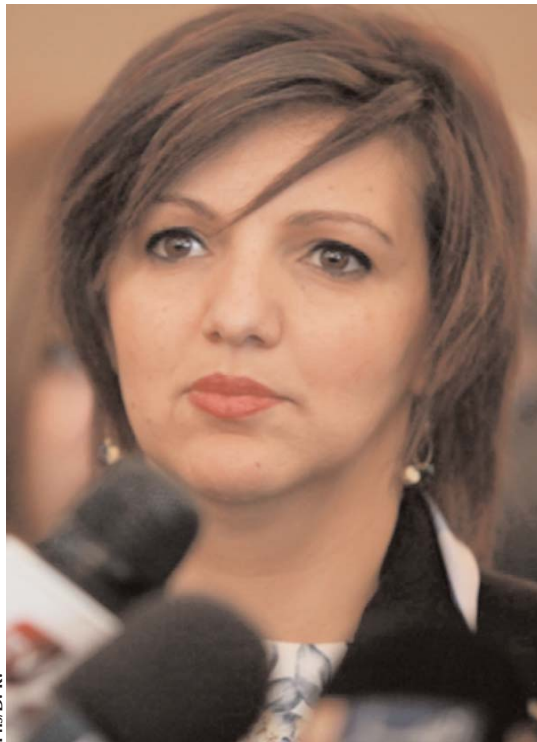
Par Mohamed Habili

La guerre commerciale, à l'initiative de l'administration américaine, il faut toujours le rappeler, n'aura connu finalement qu'un court répit. Elle est repartie de plus belle vendredi dernier, un jour qui a vu Donald Trump non seulement imposer de nouveaux tarifs sur les produits chinois mais augmenter sensiblement ceux qui existaient déjà – tout en rapprochant la date de leur entrée en application, fixée pour le 1^{er} septembre. La faute de la Chine, si l'on peut dire, c'est qu'elle a osé répliquer à des hausses déjà décidées par les Etats-Unis, mais dont la mise en œuvre a cependant été différée. Une concession faite d'ailleurs par Trump non pas à elle directement, mais aux acheteurs américains de ses produits, dont beaucoup comptent au nombre de ses électeurs. C'était, de son propre aveu, son cadeau de Noël pour eux. En fait, ce qu'il faut le plus retenir de ce report, qui n'en est plus un depuis ce vendredi de la colère, c'est que les clients américains n'ont pas le choix entre ces produits importés de Chine et d'autres venant d'ailleurs, ou seulement produits localement. Ils sont encore obligés de les acheter, bien que devenus plus chers en raison des nouvelles taxes dont ils sont frappés. Ce même vendredi, comme par un fait exprès, s'est tenue une réunion de la Fed, la banque centrale américaine, présidée par Jerome Powell, dont Trump attendait comme beaucoup l'annonce, même implicite, d'une deuxième hausse des taux d'intérêt, après celle d'un quart de point décrétée le mois dernier.

Suite en page 3

Affaire des cinq décès au concert de Soolking

Démission de la ministre de la culture et limogeage du DGSN



Phs/D. R.



Suite au drame qui a endeuillé les familles des victimes décédées lors du concert donné jeudi soir par le chanteur de rap Soolking au stade du 20-Août, Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a mis fin hier aux fonctions d'Abdelkader Kara Bouhadba, directeur général de la Sûreté nationale et remplacé par Khelifa Ounissi, commissaire divisionnaire, a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. Plus tôt durant l'après-midi, Meriem Merdaci, ministre de la Culture, a fini par remettre sa démission au chef de l'Etat qui l'a entérinée.

Lire page 3

Bedoui préside un Conseil interministériel
La maintenance et le système de péage de l'autoroute Est-Ouest au menu

Page 2

Théâtre
Une dizaine de jeunes formés aux techniques théâtrales à Oran

Page 13

Sa candidature à la présidentielle tunisienne est malgré tout maintenue

Nabil Karoui arrêté pour évasion fiscale et blanchiment d'argent

■ C'est un tournant dans la campagne électorale en vue du scrutin présidentiel en Tunisie, dont le premier tour est prévu le 15 septembre. Le flamboyant et controversé magnat de la télévision, Nabil Karoui, candidat figurant parmi les favoris selon les sondages, a été arrêté dans le cadre d'une affaire d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent.

Par Meriem Benchaouia

L'arrestation a eu lieu à un péage autoroutier à une soixantaine de kilomètres de Tunis, alors que Nabil Karoui retournait d'une visite à Béja (nord-ouest) où il avait supervisé l'ouverture d'un bureau local de son parti Qalb Tounes («cœur de la Tunisie»). Une trentaine de policiers l'ont interpellé pour le conduire à la prison de Mornaguia proche de la capitale, en vertu d'un mandat de dépôt émis par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Tunis. Le parti de Nabil Karoui, une des principales têtes d'affiche de la présidentielle anticipée en Tunisie, a accusé hier le Premier ministre Youssef Chahed, lui aussi candidat, d'être derrière l'arrestation de cette personnalité médiatique controversée.

Bedoui préside un Conseil interministériel
La maintenance et le système de péage de l'autoroute Est-Ouest au menu

NOURREDDINE BEDOUI, Premier ministre, a présidé hier un Conseil interministériel où deux dossiers étaient inscrits à l'ordre du jour, à savoir la maintenance et les modalités d'application du système de péage de l'autoroute Est-Ouest. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du Premier ministre publié hier en fin d'après-midi sur sa page Facebook. A ce titre, Bedoui a instruit les ministres concernés pour la mise en place d'une commission intersectorielle pour le suivi de l'achèvement du projet de l'équipement de l'autoroute Est-Ouest et la mise en service du système de péage, recommandant ainsi la finalisation du cadre juridique régissant l'exploitation et la préservation de l'autoroute Est-Ouest. A cet effet, il préconisera, d'une part, le recours à la compétence nationale et, d'autre part, le recours à l'expertise étrangère hautement qualifiée en la matière. En outre, s'agissant de la tarification à appliquer dans le cadre du système de péage, le Premier ministre a chargé son ministre des Travaux publics et des Transports à revoir « minutieusement », selon un cadre juridique défini, l'étude économique et financière de ce projet afin de parvenir à un prix accessible aux usagers de la route mais aussi qui permette d'assurer une rentabilité suffisante à même de couvrir l'entretien de ces axes routiers. **Lynda Naili**

«Nous adressons une accusation directe envers Youssef Chahed et son gang, (celle) d'avoir orchestré cette arrestation», a déclaré lors d'une conférence de presse lyadh Elloumi, un dirigeant du bureau politique de Qalb Tounes («Le cœur de la Tunisie»). Dénonçant des «pratiques dégradantes et dictatoriales», ce responsable a ironisé en remerciant M. Chahed «pour cette publicité gratuite qui ne va que dans l'intérêt de Nabil Karoui». L'arrestation de Nabil Karoui alourdit l'atmosphère politique alors que le petit pays d'Afrique du Nord, pionnier et seul rescapé de la vague des «printemps arabes» de 2011, est sur le point d'entrer en campagne pour un double scrutin – présidentiel et parlementaire – censé consolider sa transition démocratique. «Une telle arrestation est dangereuse pour le processus démocratique en Tunisie, a aussitôt dénoncé Sadok Jabnoun, membre du comité politique de Qalb Tounes. Cela rappelle de mauvais souvenirs aux Tunisiens.» L'«enlèvement» de M. Karoui assimilé à une «pratique fasciste» et appelant la population à «s'unir pour arrêter cette bande dirigeante qui a dépassé toutes les limites en abandonnant les coutumes, les lois démocratiques et les principes des droits de l'homme».

L'arrestation ne le disqualifie pas de la course à la présidentielle, affirme Nabil Baffoun. Le président de l'Instance Indépendante pour les Elections (ISIE) Nabil Baffoun a affirmé vendredi, que l'arrestation du candidat à l'élection présidentielle Nabil Karoui ne le disqualifie de la course à la présidentielle, prévue pour le 15 septembre prochain. «L'article 27 de la Constitution est clair: Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité. Ainsi, tout candidat reste dans la

course jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée à travers un procès équitable», a-t-il indiqué. Cependant, les suites données à l'arrestation de Nabil Karoui entraînent selon Baffoun plusieurs hypothèses: «Si l'arrestation se poursuit jusqu'au début officiel de la campagne électorale, il faudra alors se poser les questions par rapport à l'empêchement pour un candidat de mener sa campagne alors que le principe énonce l'égalité entre tous les candidats». En attendant une décision de la justice, «pour l'ISIE, les choses sont claires: Nabil Karoui est toujours candidat et son nom restera sur la liste des candidats tant qu'il n'y a pas de jugement lui retirant son droit de se porter candidat».

La «lutte contre la misère», son cri de ralliement

Nabil Karoui, 56 ans, a créé la surprise ces derniers mois en s'imposant comme un «outsider» bousculant le jeu des partis établis, dans un contexte de désenchantement de l'opinion publique à l'égard de la politique. La plupart des instituts de sondage le classaient en tête des intentions de vote. Issu du monde de la publicité, M. Karoui avait lancé sa chaîne de télévision Nessma en 2007 sous le régime de Zine El-Abidine Ben Ali, avant de connaître de notables succès d'audience après la révolution de 2011. Proche de l'ex-président de la République Béji Caïd Essebsi, décédé le 25 juillet avant la fin de son mandat, M. Karoui avait mis sa chaîne au service des intérêts électoraux du parti Nidaa Tounes, fondé en 2012 par M. Essebsi sous la bannière du «modernisme» hostile au camp islamiste. Avant l'été, celui qu'on a souvent présenté comme un «Berlusconi tunisien» avait déci-



dé de convertir sa notoriété, due notamment à des activités caritatives soigneusement mises en scène sur ses écrans, en capital électoral en vue du double scrutin de l'automne. Il avait entamé une précampagne en sillonnant les villages pauvres de la Tunisie intérieure auxquels il multipliait dons et cadeaux au nom de la «lutte contre la misère», thème dont il fait son cri de ralliement. Inquiet par sa percée dans les sondages, le gouvernement de Youssef Chahed avait inspiré l'adoption à la mi-juin d'une nouvelle loi électorale écartant de facto M. Karoui de la course à la présidentielle. L'initiative avait toutefois fait long feu en raison du refus de l'ex-chef d'Etat Béji Caïd Essebsi de signer avant son décès la promulgation du texte. Le dossier judiciaire qui lui vaut aujourd'hui l'arrestation remonte à une plainte déposée contre lui en 2016 par I-Watch, association tunisienne affiliée à

Transparency International, pour blanchiment d'argent et évasion fiscale. Après un long silence, l'affaire a opportunément été réactivée ces dernières semaines. Le 8 juillet, Nabil Karoui et son frère Ghazi, auquel il est associé depuis le début de leur carrière dans la communication, étaient inculpés par un juge d'instruction qui avait également décidé le gel de leurs avoirs et l'interdiction de voyager. Les deux frères avaient interjeté appel. Vendredi matin, la chambre d'accusation près la cour d'appel de Tunis a non seulement refusé l'appel mais a en outre émis un mandat de dépôt visant les deux inculpés. «La motivation politique de cette décision ne fait pas l'ombre d'un doute», selon Nezhir Souei, l'un des avocats de Nabil Karoui. Il n'aura en tout cas fallu que quelques heures pour appliquer le jugement au bord d'une autoroute. **M. B.**

Mercuriale

Les prix des fruits et légumes s'affolent

Les prix des fruits et légumes s'affolent. La majorité des commerçants des différents marchés de la capitale gonflent les prix de leurs marchandises qui sont d'ailleurs de qualité réduite. Affichant ainsi les pommes de terre à 65 DA, la courgette à 90 DA, le poulet à 320 DA.

Dans un marché presque vide un jour de week-end, les commerçants affichent des prix élevés sur les fruits, légumes avariés à cause de la canicule. Et malgré la qualité réduite de leurs marchandises qui doit normalement finir à la poubelle, les commerçants, sans scrupule tentent de les vendre à prix fort. Questionner sur la raison de cette hausse des prix, les commerçants, comme d'habitude, refusent de porter le chapeau rejetant ainsi cette hausse sur les grossistes. A l'image des différents marchés de

légumes et fruits, à Clauzel et Meissonnier la hausse est flagrante, la pomme de terre, dont le prix n'a pas dépassé le seuil de 40 DA durant plusieurs mois, est affichée au tarif double allant de 65 à 75 DA, soit une hausse de 50%. La carotte dont le coût s'est élevée de 20 à 30%. Son prix, qui n'a pas franchi les 40 DA durant plusieurs mois, oscille entre 70 et 80 DA le kg. La tomate, malgré son mauvais état, reste intouchable, affichée à 80 DA le kilo. La salade, cette laitue tant demandée et consommée par le citoyen, ne connaît pas de hausse car elle est affichée à 80 DA. Le citron est à 400 DA le kg, les haricots verts à 180 DA. Idem pour la courgette, qui n'a pas échappé à la règle de la hausse subitement décidée, est cédée au prix de 80 à 105 DA alors que son prix était fixé à 70 DA et 85

DA. Les oignons sont à 60 DA le kg, les poivrons connaissent aussi une hausse considérable, cédés à 60 DA il ya un moment, ils sont aujourd'hui affichés à 100 DA le kilo. Pour les fruits qui étaient abordables il n'y a pas longtemps ont connu une légère hausse. Le consommateur doit donc soit se priver de dessert pour un moment ou mettre la main à la poche. En effet, la pomme locale est cédée à 220 DA le kilo celle de l'importation est à 300 DA. La banane qui a connu cette année une flambée historique montant à 950 DA le kilo est aujourd'hui cédée de 250 DA à 270 DA le kg. Dans les marchés les acheteurs se transforment en visiteurs, ils regardent, comparent, et se demandent de quoi et comment remplir leurs paniers. Du côté des viandes, même hausse. En effet, la viande

blanche dont le prix n'a pas dépassé le seuil de 230 à 250 DA durant plusieurs mois, est affichée aujourd'hui à 320 DA le kilo. Ces vendeurs affirment que ce prix n'est qu'à son début de hausse. Selon eux, «ce prix ne risque pas de stagner ni même de baisser, il montera à 350 DA le kilo dans les jours à venir». Lila, maman de trois enfants, nous confie que «c'est la période des fêtes, mariages, bien sûr qu'ils font gonfler les prix». Devant cette situation, les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre. «Ce n'est plus possible, c'est devenu comme un jeu pour eux (les vendeurs), aujourd'hui c'est cher demain c'est encore plus cher. Les prix changent tout le temps. On en a vraiment marre de cette vie qui demeure cher», ajoute cette dame.

Thininene Khouchi

Affaire des cinq décès au concert de Soolking

Démission de la ministre de la culture et limogeage du DGSN

■ Suite au drame qui a endeuillé les familles des victimes décédées lors du concert donné jeudi soir par le chanteur de rap Soolking au stade du 20-Août, Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a mis fin hier aux fonctions d'Abdelkader Kara Bouhadba, directeur général de la Sûreté nationale et remplacé par Khelifa Ounissi, commissaire divisionnaire, a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. Plus tôt durant l'après-midi, Meriem Merdaci, ministre de la Culture, a fini par remettre sa démission au chef de l'Etat qui l'a entérinée.

Par Abia Selles

Comme promis la veille aussi bien par Bensalah que par Bedoui, les sanctions contre les responsables des cinq décès survenus jeudi dernier et de l'organisation chaotique du concert donné par le chanteur de rap Soolking, Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a mis fin hier aux fonctions d'Abdelkader Kara Bouhadba, directeur général de la Sûreté nationale et remplacé par Khelifa Ounissi, commissaire divisionnaire, a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. «Le chef de l'Etat, M. Abdelkader Bensalah, a procédé, samedi 24 août 2019, à la nomination de M. Ounissi Khelifa au poste de Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) en remplacement de M. Abdelkader Kara Bouhadba, dont il a été mis fin aux fonctions en cette qualité », a précisé la même source. Quelques heures plutôt, le chef de l'Etat avait entériné la démission de Meriem Merdaci, ministre de la Culture. En effet après le limogeage, avant-hier, de Sami Bencheikh El Hocine, directeur de l'Office national des droits d'auteur (Onda), par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, pour manquement aux obligations assignées, une tête est encore tombée hier, celle de Meriem Merdaci, qui a démissionné de son poste de ministre de la Culture suite au drame survenu en marge du concert-événement du rappeur algérien Soolking, organisé jeudi soir dernier au stade du 20-Août d'Alger, où cinq jeunes y ont

sé leur vie. Un drame qui aura suscité l'indignation des Algériens. Sur la toile, les appels à la démission de la ministre de la Culture ont continué à se faire de plus belle hier encore, mettant en cause la responsabilité de Meriem Merdaci qui a «validé la tenue de ce concert dans un stade aussi petit que celui du 20 août qui ne peut accueillir le nombre impressionnant de jeunes et familles qui s'y sont rendus ». Il faut dire que ce n'est pas la première fois que depuis sa nomination en avril dernier, Meriem Merdaci fait face à des critiques acerbes quant à sa gestion de son secteur.

Notons à ce propos qu'avant-hier, Noureddine Bedoui a mis fin aux fonctions du directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), Sami Bencheikh El Hocine, pour manquement aux obligations assignées, suite au tragique incident du stade du 20 août.

En effet, organisatrice de l'événement, l'Onda a été pointée du doigt par les spectateurs présents pour son manque d'organisation et de communication, elle qui, dit-on, aurait pu éviter le pire s'il y avait plus de rigueur dans l'organisation. Toutefois, Sami Bencheikh ne devrait pas être le seul à payer les frais de ce qui s'est passé, puisque l'on attend les conclusions de l'enquête menée par le procureur de la République pour voir plus clair. Du côté de l'Onda, l'on refuse d'endosser l'entière responsabilité de ce qui s'est passé, affirmant que cet organisme a même évité le pire. Une source responsable au sein de



P.V.D. R.

l'organisatrice de l'événement confirme, certes, qu'elle a été informée par les services de sécurité après la confirmation du premier décès, et qu'il était quasiment impossible d'annuler le concert. «Nous avons été informés par les services de sécurité qu'il y a eu des décès suite à une bousculade à l'entrée du stade. Mais il était impossible d'annuler le concert, et Soolking n'a pas été informé. Imaginez-vous si nous avions annulé le concert, qu'elle aurait été la réaction des spectateurs présents au stade ? Des spectateurs qui ont passé des heures devant les portes du stade et à l'intérieur en train d'attendre le début du concert. Nous avons jugé utile, donc, de maintenir le concert parce que dans le cas contraire le pire se serait produit avec un risque d'un nombre encore plus élevé de

victimes», affirme notre source. Cette dernière confirme que Soolking n'a pas été informé, puisque le cas échéant, il aurait pris lui-même la décision de ne pas monter sur scène. «Contrairement à ce qui se dit et les critiques dont fait l'objet Soolking, je tiens à vous informer qu'il n'était pas au courant. Il n'a été informé que quelques heures après la fin de concert», dit-on encore.

Ainsi, ce limogeage et la démission de Meriem Merdaci, fortement contestée par les Algériens, au même titre d'ailleurs que ses pairs au gouvernement, laisse-t-elle entrevoir d'autres départs notamment ceux des membres du gouvernement Bedoui honni depuis février passé par le mouvement populaire ?

A. S.

Sortie de crise

Concertation société civile et classe politique pour une solution consensuelle

Dans le but de rapprocher les visions pour parvenir à une solution consensuelle et sortir de la crise politique que traverse le pays, chefs de partis, syndicats autonomes, personnalités indépendantes et universitaires ont participé, hier, à la réunion de concertation organisée à la Safef par les Dynamiques de la société civile. En effet, les Dynamiques de la société civile ont tenu, hier, leur 2^e Forum à la Safef d'Alger, avec la participation de plusieurs personnalités politiques et nationales. Cette rencontre, initiée par la Coordination des syndicats autonomes, devait avoir lieu la semaine dernière, mais a été reportée faute d'autorisation de la part des autorités de la wilaya d'Alger qui ont fini par donner le fameux

sésame. Abderazak Makri, Abdellah Djballah, Mohamed Said, Soufiane Djilali étaient présents à cette rencontre qui a vu aussi la participation de Mustapha Bouchachi, l'universitaire Nasser Djabi, l'ancien diplomate Abdelaziz Rahabi, Said Salhi, vice-président de la LAD-DAH. Les représentants de la communauté estudiantine étaient absents à cette réunion car «non structurés», selon le coordinateur national de la CSA.

En marge de cette rencontre, Saddek Dziri, SG de l'Unpef, a déclaré : «Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des orientations de la première rencontre de la société civile qui s'est tenue en juin dernier. Les objectifs de cette rencontre est d'avoir une feuille de route commune avec

l'ensemble des acteurs politiques, afin de surmonter la crise». Pour sa part, le coordinateur de la Confédération des syndicats algériens (CSA), Lyes Merabet, a affirmé que la rencontre des Dynamiques de la société civile et des partis politiques vise à «rapprocher les vues pour parvenir à une solution consensuelle» permettant une sortie de la crise politique actuelle. Intervenant lors des travaux de la rencontre, M. Merabet a précisé que cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la démarche de la Conférence nationale du 15 juin dernier, est le couronnement des rencontres marathoniennes nécessaires pour le rapprochement des vues dans le but de trouver une solution consensuelle à la crise poli-

tique que connaît le pays, a-t-il ajouté.

Merabet, également président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), a tenu à souligner, à ce propos, la conviction des Dynamiques de la société civile de «l'importance de la communication et de la rencontre de toutes les initiatives afin de travailler sérieusement à rapprocher les vues et à recueillir les propositions pour une sortie de crise». Il a estimé, à ce propos, que la société civile peut, aujourd'hui, avoir des instruments de soutien au hirak populaire pacifique et de le représenter en vue de faire renaître l'espoir de parvenir à la solution idoine à la crise que vit notre pays. Said Salhi, vice-président de la Ligue algérienne de

LA QUESTION DU JOUR

Escalade dans la guerre commerciale

Suite de la page une

Non seulement il n'en fut rien, mais Jerome Powell n'a pas craint à cette occasion d'imputer à la guerre commerciale, donc à Trump, sinon toute la responsabilité, du moins une grande partie d'elle, du ralentissement des économies américaine et mondiale. Le discours prononcé par lui à Jackson Hole pourrait bien faire date. En substance, il a consisté à dégager la responsabilité de la Fed dans les difficultés économiques actuelles, au motif principal que son institution n'était pas outillée pour y faire face. Ce qu'elle sait faire, et qu'elle a pour mission de faire, c'est à la fois assurer la stabilité des prix en plaçant sous contrôle l'inflation et comprimer le chômage. Or chacun a pu voir que de cette double tâche, elle s'est parfaitement acquittée. La guerre commerciale actuelle représente pour elle un défi devant lequel elle se sent encore démunie, a-t-il poursuivi. En tout état de cause, c'est au pouvoir politique et au Congrès d'en décider. Subir le même jour et la fronde de la Fed, et les représailles de la Chine, c'était plus que ne pouvait supporter Donald Trump, qui s'est déchainé contre les deux dans des Tweets incendiaires, dont le premier effet a été de précipiter à la baisse Wall Street. Il se peut bien toutefois que l'exaspération de Trump ne soit pas la seule cause de sa chute. A la réflexion, on peut même douter qu'elle y soit pour quelque chose. Le plus probable est que le refus de Powell de céder aux pressions de Trump en vue d'une deuxième baisse des taux d'intérêt a compté plus dans sa déprime. Si au lieu de faire savoir par la bande que la Fed est opposée à une nouvelle baisse de son taux directeur, celui-ci a suggéré le contraire, ni les indices boursiers ni Trump n'auraient mal réagi. Il aurait été au contraire chaudement félicité par le premier, même s'il aurait sur-le-champ redemandé plus, et il aurait été salué par les seconds par une hausse pleine d'entrain.

M. H.

défense des droits de l'homme (Laddh) a déclaré à la presse : «C'est une rencontre qui s'inscrit dans le prolongement de celle de la société civile du 15 juin élargie aux partis des deux pôles (Forces de l'alternative démocratique et Forces du changement) et des personnalités politiques». «Il s'agit, selon lui, d'élaborer une feuille de route pour une solution politique et voir comment rapprocher les points de vue. C'est une première réunion vers la conférence nationale, on fera tout ce qu'il faut pour y arriver».

Louiza Ait Ramdane

Complexe Tosalali d'Oran

Exportation de 22 000 tonnes de rond à béton vers les Etats-Unis

■ La société de droit algérien basée à Béthioua (Est d'Oran) «Tosalali», spécialisée dans la production sidérurgique, vient d'achever une opération d'exportation de 22 000 tonnes de rond à béton vers les Etats-Unis d'Amérique. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la cellule de communication de l'entreprise.

Par Zineddine L.

Il s'agit de la 4^e opération d'exportation de rond à béton de ce complexe sidérurgique à destination des Etats-Unis d'Amérique. Elle a été entamée le 6 août en cours pour être achevée vendredi, a-t-on indiqué de même source. Dirigée à partir du port de Mostaganem, cette opération a consisté en l'exportation de 22 000 tonnes, la première production de rond à béton d'une longueur de 18 mètres, pour un montant de plus de 11 millions de dollars. Elle est répartie entre

13 000 tonnes à destination du port de Houston et 9 000 tonnes vers le port d'Everglades. Auparavant, Tosalali avait entamé son activité d'exportation par la première cargaison de 10 000 tonnes de rond à béton vers le port de Houston en novembre 2018. La 2^e était en avril 2019, avec une cargaison de 15 000 tonnes du même type de produit vers la même destination depuis le port de Mostaganem. La troisième a été opérée en juin dernier avec 15 000 tonnes de rond à béton à destination du port d'Everglades, aux Etats-Unis, et Sun Juan, à Porto Rico. D'autres

pays figurent dans les perspectives de la dynamique d'exportation de cette société, dont le Canada, a-t-on ajouté. Entrée en exploitation en 2013, le complexe sidérurgique de Tosalali, dont l'investisseur est un opérateur turc, est composé de trois phases, dont la production totale est estimée à 2,6 millions de tonnes en 2018 pour passer à 3 millions de tonnes en 2019, selon ses prévisions. Il emploie quelque 3 800 travailleurs et couvre une importante partie de la demande nationale en matière de rond à béton et de fil de machine.

Z. L.



Grâce à une production abondante de différents types de céréales

Djellab évoque la «possibilité de ne pas recourir à l'importation de blé»

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a indiqué, jeudi à El-Taref, qu'il y a «une possibilité cette année de ne pas recourir à l'importation de blé, grâce à différentes mesures prises par le gouvernement, notamment celles concernant l'assainissement des minoteries». «La possibilité de ne pas recourir à l'importation de ce produit subventionné existe eu égard aux mesures prises par le gouvernement à l'encontre de certains propriétaires de minoteries frauduleux qui contournent les lois pour profiter des subven-

tions allouées par l'Etat», a précisé le ministre lors d'une visite de travail. «La production abondante de différents types de céréales enregistrée cette année et la valorisation du produit national de blé dur, tendre et d'orge, permettra de ne pas recourir à l'importation du blé cette année», a encore ajouté le ministre. Lors de sa participation à la quatrième édition de l'université d'été pour la protection des consommateurs, M. Djellab a relevé que «son département œuvre, en coordination avec les associa-

tions actives dans ce domaine à protéger le consommateur», s'engageant à travailler avec ces associations selon un planning établi. Le ministre a relevé qu'une instruction ministérielle a été adressée aux directions du commerce pour ouvrir leurs portes aux associations versées dans la protection du consommateur. Lors de son inspection du poste frontalier de Laayoun (45 km à l'est d'El-Taref), M. Djellab a appelé à «la création de pôles commerciaux ouverts sur l'Afrique», notant que «les points

de passage de Dabdeb (Illizi) et de Bordj Badji Mokhtar (Tamanrasset) et celui de Tindouf représentent des espaces ouverts pour encourager les échanges commerciaux avec les pays Africains». Mettant en avant «la nécessité de revoir la délimitation douanière dans les wilayas frontalières», le ministre a révélé que «ce dossier est actuellement au niveau du gouvernement pour étude». Le ministre a visité une unité privée de production et de conversion de tomate industrielle dans la commune d'El-Chatt,

créée dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi, Ansej, où il a insisté sur «l'importance d'encourager l'investissement dans le domaine de l'industrie agroalimentaire». Des représentants des 48 wilayas ont participé à la 4^e édition de l'université d'été organisée par l'Organisation nationale pour la protection du consommateur, tenue dans la forêt de Tonga, dans la commune d'El-Kala, distante de 25 km à l'est du chef-lieu de wilaya.

Melissa A.

Histoire/Mostaganem

Un riche programme pour commémorer le 461^e anniversaire de la bataille de Mazagran

Un riche programme culturel et historique a été élaboré à Mostaganem pour commémorer le 461^e anniversaire de la grande bataille de Mazagran, lundi prochain, ont indiqué hier des organisateurs. Le programme de cet anniversaire chargé d'histoire, prévoit l'organisation d'une conférence nationale sur «l'attaque contre la ville de Mostaganem et la bataille de Mazagran», livrée par les Algériens, alliés aux Ottomans, à l'armée d'occupation espagno-

le, entre le 22 et le 26 août 1558. Au programme de ce séminaire historique qui aura lieu au siège de la commune de Mazagran, figurent diverses communications qui seront animées par des enseignants et chercheurs universitaires de plusieurs wilayas. Les thèmes concernent, entre autres, «le conflit maritime algéro-espagnol selon les études de la revue africaine», «le soufisme durant la période du moudjahid et poète Lakhdar Benkhrouf». Le program-

me prévoit également l'organisation d'une marche sur fond de folklores depuis le siège de la commune de Mazagran jusqu'au mausolée du saint «Sidi Belkacem Bouasria» et le monument érigé à la mémoire de cette bataille avec la participation des notables de la ville, les associations locales avec le concours de la troupe de Aïssaoua. Un gala de chanson chaâbi sera animé par les chanteurs Ali Boudjelal d'Alger, Rachid Ketafa et Mustapha Benkharouba

de Mostaganem. La bataille de Mazagran, selon des sources historiques, a eu lieu après les tentatives de l'armée d'occupation espagnole, à leur tête le comte de Alcaudete, gouverneur de la ville d'Oran de l'époque, de conquérir la ville de Mostaganem entre le 22 et le 26 août 1558. Les troupes algériennes des tribus «El Mejaher», «Maghraoua» et «Souid», en alliance avec les Ottomans, sous le commandement de Hassan Pacha, fils de

Kheireddine Barbarousse, ont vaincu l'armée espagnole qui avait assiégé la ville de Mostaganem, par terre et mer, après avoir réussi à desserrer l'étau. Cette manifestation, dans sa 6^e édition, est organisée à l'initiative de l'association «la bataille de Mazagran» du patrimoine culturel et historique, en collaboration avec la commune de Mazagran et le laboratoire d'histoire de l'Algérie de l'université d'Oran 1.

Assia H.

Colère au niveau de la Somacob de Béjaïa

Rassemblement des travailleurs de la briqueterie de Seddouk

Les travailleurs de la briqueterie de Seddouk relavant du groupe DIVINDUS Algérienne de production des matériaux de construction (APMC) ont tenu hier matin un rassemblement de protestation devant leur direction régionale à l'Edimco. Les mécontents qui étaient en nombre réclament le versement de leurs salaires dont ils sont privés depuis trois mois. Ils étaient des dizaines à organiser ce sit-in et à exiger en même temps que leurs soldes, la reprise de l'activité au niveau de leur unité de production mise à l'arrêt par la direction. Ce sont donc 120 salariés qui risquent d'être mis à la porte et se retrouver au chômage. Les travailleurs dénoncent la velléité de

fermer cette unité et accusent «de sabotage leur direction et le pouvoir». Les travailleurs de cette unité ne sont pas à leur première action de protestation

visant à la fois à se faire payer et aussi à sauvegarder leurs emplois et éviter à l'entreprise une fermeture, comme c'est le cas pour certaines unités rele-

vant des autres secteurs d'activité. Il faut noter que le conflit né à la Somacob remonte à l'année dernière et bien avant d'ailleurs. Les travailleurs des deux brique-

teries de Seddouk et Rémila avaient vécu des moments difficiles. Ils étaient privés de salaire pendant trois mois. La direction avait évoqué alors des difficultés financières mais au bout de plusieurs jours de grève et de protestation, un accord avait été trouvé et les travailleurs avaient suspendu leurs actions. Les travailleurs avaient trouvé bizarre qu'ils ne soient pas payés alors que «la société engrangeait des bénéfices assez importants» et avaient accusé la direction de «bureaucratie». La situation semble se répéter encore une fois et les quelque 120 travailleurs vivent dans la détresse et ne savent comment nourrir leurs familles.

Hocine Cherfa

Police judiciaire

Prestation de serment de 49 inspecteurs de police

QUARANTE-NEUF inspecteurs de police de grade d'officiers judiciaires ont prêté serment, samedi à la cour de Blida, en présence des hauts cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les éléments de cette promotion ont suivi, au niveau de l'Ecole d'application de la Sûreté nationale Abdelmadjid-Bouzebid de Soumâa (Est de Blida) une formation spécialisée de trois mois, portant notamment sur le droit public et privé, les procédures pénales, les techniques de la police scientifique, les psychotropes, et la médecine légale, outre les principes des droits de l'Homme conformément aux lois de la République. Les officiers de cette promotion renforceront les différents services opérationnels de la police judiciaire spécialisés dans les investigations et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Selon l'article 12 du code de procédure pénale, la police judiciaire est chargée de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte.

Mehdi M.

Bourse

Les marchés européens dans le rouge

■ Les marchés boursiers européens sont simultanément passés dans le rouge, juste après que Pékin a annoncé son intention d'imposer de nouveaux droits de douane sur 75 milliards de dollars d'importations en provenance des Etats-Unis dans les prochains mois.

Par Salem K.

La place parisienne reculait de 0,46% à 5 363,65 points après être restée en terrain positif toute la matinée. L'Eurostoxx 50 se repliait de 0,50%. A Francfort, le Dax, principal indicateur boursier allemand, cédait 0,83%, le PSI à Lisbonne régressait de 1,23%, l'AEX se repliait de 0,33% à la Bourse d'Amsterdam, l'Ibex lâchait 0,19% à Madrid tandis que sur la place milanaise, le MIB perdait 0,14%. L'indice Bel de la place bruxelloise reculait de 0,36% et à la Bourse suisse, le SMI baissait de 0,12%. Wall Street de son côté semblait partie pour ouvrir dans le rouge. Le contrat à terme sur l'indice vedette Dow Jones Industrial Average perdait 0,53%, celui sur l'indice élargi S&P 500 0,50% et celui sur le Nasdaq, à forte colo-

PH. D. R.



ration technologique, 0,68%. En représailles aux taxes douanières supplémentaires que pré-

voit d'instaurer prochainement Washington, la Chine a annoncé qu'elle allait elle-même imposer de nouvelles taxes sur 75 milliards de dollars d'importations en provenance des Etats-Unis. Elles seront mises en place en deux temps, le 1^{er} septembre puis le 15 décembre, et évolueront dans une fourchette comprise entre 5% et 10% et porteront sur 5 078 produits américains. Depuis plus d'un an, Donald Trump s'est lancé dans une guerre commerciale contre la Chine pour obtenir des autorités chinoises qu'elles mettent fin aux subventions massives d'Etat, au transfert forcé de technologies ou encore au vol de la propriété intellectuelle. Le différend commercial est le sujet qui fait le plus réagir les marchés financiers depuis plusieurs mois. Le président américain a démarré le mois d'août en annonçant une nouvelle taxe couvrant à compter de septembre la quasi-totalité des importations améri-

caines en provenance de Chine. Washington avait toutefois à la mi-août décidé de reporter à mi-décembre une grande partie de ces taxes, celles portant sur les téléphones cellulaires, les ordinateurs portables et autres consoles de jeux fabriqués en Chine.

S. K./APS

Chine La croissance économique maintient sa haute qualité au 1^{er} semestre

LA CHINE a maintenu son élan de développement économique de haute qualité depuis le début de 2019, et ce, malgré les vents contraires et la pression à la baisse, ont rapporté la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR) et le ministère des Finances. Avec une croissance de son PIB de 6,3%, la Chine a créé 7,37 millions de nouveaux emplois urbains au premier semestre de l'année, tandis que le taux de chômage urbain recensé s'est établi à 5%, a précisé He Lifeng, chef de la CNDR, dans son rapport sur l'application du plan national de développement socio-économique présenté à l'occasion de la session bimestrielle du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN, parlement chinois). Durant la même période, les prix à la consommation du pays ont augmenté de 2,2%, tandis que les réserves de devises étrangères sont restées supérieures à 3 000 milliards de dollars, selon M. He. «Il y a plus de facteurs positifs contribuant à la croissance de haute qualité, ce qui soutient un bon développement économique et social», a-t-il constaté. La demande nationale a contribué à hauteur de 79,3% à la croissance économique sur les six premiers mois de l'année, et la consommation de services a représenté 49,4% des dépenses finales de consommation des habitants, illustrant la forte performance de l'économie chinoise. «La Chine assurera la bonne application des politiques relatives à la réduction des taxes et des frais», a noté Liu Kun, ministre des Finances, en mettant l'accent sur la réduction des taxes dans les secteurs de la fabrication, de la construction et des transports. «Le gouvernement œuvrera également à prévenir et à désamorcer les risques des dettes implicites des gouvernements locaux», a-t-il ajouté.

R. E.

Pétrole

Le panier de l'Opep se maintient à plus de 60 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a enregistré une légère baisse jeudi en s'établissant à 60,50 dollars le baril, contre 60,66 dollars mercredi dernier, selon les données publiées vendredi par l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light

(Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le panier de référence de l'Opep était en moyenne plus élevé en juillet, en hausse de 1,79 dollars, soit 2,8%, atteignant 64,71 dollars/b, grâce à une reprise de la demande de brut asiatique, avait indiqué l'Organisation dans son dernier rapport mensuel. L'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie, avaient reconduit leur accord de limitation de production a, lors de la sixième réunion ministé-

rielle des pays Opep et non-Opep, tenue en juillet dernier à Vienne. Cet accord a été prolongé pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet 2019. En décembre 2018, l'Opep avait convenu avec dix pays producteurs non-Opep, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. A noter que les prix de l'or noir ont terminé la séance de jeudi en baisse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre s'est établi à 59,92 dollars à Londres,

en baisse de 0,6% (ou 38 cents) par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance a fini à 55,35 dollars, 0,6% (ou 33 cents) de moins que la veille. Cette baisse est intervenue après la publication des indices PMI par le cabinet IHS Markit. Le PMI provisoire du secteur manufacturier pour les Etats-Unis en août est de 49,9 points, contre 50,5 attendus par les analystes. Lorsque le PMI est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil.

Mahi O.

Change

L'euro se stabilise face au dollar après le discours de Powell

L'euro s'est stabilisé face au dollar après le discours du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), à Jackson Hole aux Etats-Unis, qui contre toute attente a eu peu d'impact sur le marché des changes. En après midi, l'euro perdait 0,06% face au billet vert, à 1,1073 dollar. Alors que l'ensemble des analystes avaient depuis plusieurs jours les yeux rivés sur le discours du président de la

Réserve fédérale américaine, les propos de celui-ci n'ont pour ainsi dire eu aucun effet sur le marché des changes, le dollar ne reculant que très légèrement, pour se stabiliser face à la devise européenne. Le président de la Banque centrale américaine Jerome Powell a promis vendredi d'agir pour soutenir la plus longue expansion de l'économie des Etats-Unis mais a prévenu que la Fed n'avait pas de mode

d'emploi tout prêt pour faire face aux tensions commerciales. Si les perspectives économiques américaines restent favorables, M. Powell a décrit dans un discours à Jackson Hole (Wyoming) une aggravation de la situation internationale en partie due «aux incertitudes commerciales». Plus tôt dans la journée, un analyste avait souligné que le marché estimait la probabilité d'une baisse des taux en

septembre à 93,5%, un peu en dessous des 100% attendus en début de semaine. Au vu du mouvement du billet vert, le discours de M. Powell n'a pas modifié largement les attentes. Une baisse des taux, destinée à stimuler la croissance économique, a également pour conséquence de rendre le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes, ce qui pèse sur sa valeur. A. Y.

FMI

Une mission technique en Argentine

Une mission technique du Fonds monétaire international (FMI) va se rendre ce week-end à Buenos Aires en Argentine où la crise économique s'est aggravée après le revers électoral du président Mauricio Macri, à indiqué l'institution de Washington. L'équipe, dirigée par Roberto Cardarelli s'est rendue à Buenos Aires dès hier, et «rencontrera les autorités pour discuter des

récents développements économiques et financiers et des mesures du gouvernement», a annoncé le Fonds dans un communiqué. «La mission rencontrera également les conseillers économiques des principaux candidats à la présidence pour un échange de vues», dit encore le FMI. En juillet, le FMI a débouqué 5,4 milliards de dollars, portant à quelque 44 milliards de dollars

l'aide apportée jusqu'ici à l'Argentine pour faire face aux crises monétaires à répétition. L'économie argentine connaît une des inflations les plus élevées au monde (25,1% entre janvier et juillet, 54,4% sur les 12 derniers mois), une baisse de la consommation, des fermetures de commerces et une augmentation de la pauvreté (32% en 2018) et du chômage (10,1% cette année).

Dans la foulée de la lourde défaite du président libéral Mauricio Macri à une élection test il y a dix jours, la monnaie argentine s'est effondrée la semaine dernière. Le ministre des finances argentin, Nicolas Dujovne, a démissionné hier, au terme d'une semaine de turbulences sur les marchés qui a vu le peso perdre plus de 20% de sa valeur et la Bourse plonger de plus de 30%. Agences

Souk Ahras

Production de 2,5 millions de quintaux de céréales

■ La production «abondante» de céréales enregistrée dans la wilaya de Souk Ahras a atteint 2,5 millions de quintaux (qx), a indiqué le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Mokdad Chibi.

Par Nassima A.

«**L**a CCLS avec sa capacité de stockage qui s'élève à 1 million de quintaux répartis sur 16 points de collecte, n'a pas pu contenir toute cette production, ses aires de stockage étant saturées», a précisé le responsable, détaillant que la quantité collectée de toutes sortes de céréales jusqu'à s'élève à 1,48 million de quintaux. Il a indiqué que cette quantité collectée est «une première» dans la wilaya de Souk Ahras depuis la création de la CCLS. M. Chibi a également souligné que «cette production abondante de céréales a contraint les responsables de la CCLS à aménager des zones de stockage temporaire à l'air libre», relevant que plus de 500 000 quintaux de céréales ont été transférées vers les silos des wilayas de Tébessa, Oum el Bouaghi, Annaba et Batna.

Une collecte de 1,6 million de quintaux de céréales est attendue au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, a révélé M. Chibi, soulignant que 1,95 million de quintaux ont été collectés la dernière saison, avec un plus de 500 000 qx enregistrés. Le directeur de la CCLS a rassuré les agriculteurs que «les portes des points de collecte et des silos resteront ouvertes jusqu'à la fin du mois de septembre prochain». Par ailleurs, dans le but d'accroître la capacité de stockage des céréales dans la



wilaya de Souk Ahras, deux aires de stockage sont actuellement en cours de réalisation dans la région de Talal (Machrouha) et Damous (Oued Kebarit), totalisant une capacité de stockage de 200 000 qx, a-t-on indiqué, relevant que l'acheminement des céréales vers ces deux nouveaux points sera effectuée par la voie ferrée.

Par ailleurs, le responsable a déclaré que 173 000 quintaux de semences ont été récoltés, avec la perspective d'assurer le suc-

cès de la prochaine campagne de labour, rappelant que l'unité de traitement de semences située à M'daourouch a été mise en service l'année dernière avec une capacité de traitement de 50 quintaux par heure, ce qui permettra de couvrir le déficit enregistré en matière de traitement des semences.

En outre, 3 guichets uniques regroupant la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et la Caisse régionale de la mutualité agricole

(CRMA), ont été ouverts dans les communes de Souk Ahras, Sedrata et M'daourouch, a fait savoir la même source.

De son côté, le directeur des Services agricoles, Sid Ahmed Chebah, a déclaré qu'une production de 2,6 millions quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Souk Ahras au titre de l'actuelle campagne moisson-battage qui devra «se poursuivre jusqu'à la fin septembre prochain», soulignant qu'une augmentation a été enregistré par

rapport à la saison dernière, qui a connu la production de 1,3 million qx. Le responsable a attribué cette augmentation aux fortes précipitations de pluie qui ont atteint 550 mm à 600 mm, ainsi qu'au respect des méthodes et techniques de culture des céréales, et à la rénovation des engins et tracteurs dans le cadre du soutien agricole.

N. A./APS

Tébessa 1,2 million de quintaux de céréales engrangés

PAS MOINS de 1,2 million quintaux de céréales ont été engrangés dans la wilaya de Tébessa durant la campagne moisson-battage lancée à la mi-juin dernier, a indiqué le chef de service de la production agricole et de l'assistance technique à la Direction des services agricoles (DSA), Azzedine Kadri. «La récolte d'une superficie agricole estimée à 119 000 hectares a été collectée dans plusieurs communes de la wilaya de Tébessa et stockée dans les aires de stockage de la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS)», a précisé le même responsable. M. Kadri a précisé que 616 000 quintaux de blé dur, 41 000 quintaux de blé tendre et 457 000 quintaux d'orge ont été récoltés depuis le lancement de la campagne moisson-battage qui devra se poursuivre «jusqu'à fin septembre prochain», soulignant que la production céréalière attendue devra atteindre 1,7 million de quintaux. Par ailleurs, dans le but d'assurer le bon déroulement et le succès de la campagne moisson-battage, la DSA a mobilisé 280 moissonneuses-batteuses et des sacs de collecte de céréales, a indiqué M. Kadri, soulignant que 11 points de collecte de la production, dans plusieurs communes de la wilaya, reçoivent les quantités récoltées de blé tendre et dur et d'orge, entre autres Tébessa, El-Mridj, El-Aouinet, Négrine, Ferkan et Chérea. Les quantités engrangées sont par la suite transférées aux silos des communes de Tébessa, Chérea et El-Aouinet. Azzedine Kadri a attribué l'augmentation attendue de la production céréalière dans la wilaya de Tébessa à une pluriométrique générale, la disponibilité des semences et d'engrais azotés, ainsi que la maîtrise, par les agriculteurs, des techniques de la culture céréalière.

A.O./R.R.

Ouargla

D'importants progrès réalisés par le secteur de l'information

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabehi a indiqué, à Ouargla, que des progrès importants ont été réalisés par le secteur l'information dans la région grâce aux efforts déployés par les responsables qui se sont succédé. Intervenant sur les ondes de la Radio locale dans le cadre de la deuxième journée de sa visite à la wilaya, M. Rabehi a précisé que «des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de l'information dans la région, grâce aux efforts déployés par les responsables qui se sont succédé», ajoutant qu'«aujourd'hui, les habitants de cette région en récoltent les fruits à travers la diffusion de l'information et la mise en valeur du patrimoine culturel dont recèle la wilaya». M. Rabehi a exprimé «sa confiance en la solidarité des habitants de la région pour l'intérêt suprême du pays, notamment dans cette conjoncture que traverse le pays et qui nécessite davantage de dialogue et de solidarité afin de concrétiser la prospérité». Il a mis en avant, dans ce sens, le rôle «positif et efficace effectué par les autorités locales dans l'objectif de répondre aux revendications légitimes et gérer

les affaires des citoyens, prenant en charge leur préoccupations». «Le gouvernement actuel accorde un intérêt majeur à toutes les préoccupations soulevées par les citoyens et les institutions», a-t-il fait savoir, ajoutant que «ces préoccupations seront transmises au gouvernement permettant à cette wilaya et d'autres du Sud de concrétiser les objectifs escomptés d'autant que le gouvernement a tracé un programme spécial pour réaliser l'équilibre en terme de développement». Le porte parole du gouvernement a rappelé, dans ce sillage, «les efforts» consentis au niveau de la wilaya de Ouargla, qui a fait des pas géants sur tous les plans, estimant que «cela permettra au gouvernement de répondre favorablement aux préoccupations de la région selon les capacités financières de actuelles». Le gouvernement a étudié tous les dossiers d'ordre économique, socioculturel et autres permettant «au pays de rationaliser l'exploitation des capacités financières, ce qui permettra par la suite de satisfaire les besoins du citoyens», a-t-il souligné. M. Rabehi a rappelé également que le gouvernement «accompagne toutes les initiatives lancées lors des derniers mois afin que

l'Algérie occupera la place qui lui sied à l'échelle mondiale». Pour sa part, le wali de Ouargla, Abdelkader Djellaoui a salué la décision prise récemment par le gouvernement en faveur des wilayas du Sud et des Hauts-plateaux, notamment en ce qui concerne la levée du gel sur plusieurs projets relevant du secteur de la santé et le soutien de l'auto-construction, qui, ajoute-t-il, avait un écho favorable au milieu des citoyens. Auparavant, la délégation ministérielle avait inspecté le siège de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep) à Ouargla où M. Rabehi a affirmé que le gouvernement, qui «attache une grande importance» à ce type d'entreprises, «est prêt à mobiliser les moyens nécessaires d'autant que les compétences existent au niveau local». «Tous les moyens seront mobilisés au profit des régions du sud et des Hauts-Plateaux pour contribuer au développement», a-t-il soutenu. Le Porte-parole du gouvernement a, dans ce contexte, annoncé la réalisation d'une unité régionale de l'Anep à Ouargla qui permettra à l'entreprise d'élargir son cadre de travail et d'améliorer son rendement, notamment dans la

prise en charge des opérations publicitaires en matière industrielle, agricole et culturelle, a-t-il dit, ajoutant que cela favorisera la création d'emplois au profit des jeunes. Cette orientation «s'inscrit en droite ligne avec les objectifs du gouvernement dans le cadre de l'intérêt particulier accordé aux régions du sud et des Hauts Plateaux», a précisé le ministre, saluant les activités de cette entreprise qui dispose de moyens et d'équipements modernes qui lui permettent de suivre les développements de la publicité dans les domaines industriel et agricole. Le ministre de la Communication a, par ailleurs, inspecté les sièges de la Radio nationale et de la Télévision algérienne dans la commune de Rouissat où des explications lui ont été fournies sur les activités des ces deux établissements médiatiques. M. Rabehi était accompagné des directeurs généraux de l'Agence Algérie Presse Service (APS), de la Télévision algérienne, de la Télédiffusion d'Algérie (TDA) et de l'Imprimerie du Centre et de la directrice générale par intérim de la Radio nationale.

Samy Y.

Libye

Le Gouvernement d'union dit gagner du terrain au sud de Tripoli

■ Les forces loyales au Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), basé à Tripoli, ont affirmé avoir gagné du terrain au sud de la capitale, face aux forces du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen.

Par Fella Y.

« Nos forces ont gagné du terrain dans le secteur d'Esbea et réussi à reprendre d'importantes positions, dont l'Académie de l'armée de l'air et des secteurs qu'occupaient les forces pro-Haftar au sud de Tripoli », a affirmé à l'AFP Moustafa al-Mejji, porte-parole des forces du GNA. Le maréchal Khalifa Haftar a lancé le 4 avril une offensive pour conquérir Tripoli. Après plus de quatre mois d'affrontements meurtriers, ses forces, freinées par celles loyales au GNA, sont restées aux abords de la capitale. Les forces pro-Haftar ont elles affirmé mercredi sur Facebook avoir repoussé l'offensive du GNA et infligé d'importantes pertes aux milices ennemies, sans fournir de précisions. « Les combats qui ont éclaté aujourd'hui étaient violents », a indiqué Moustafa Mejjii, qui a fait état de 20 morts et des dizaines de blessés parmi les forces pro-Haftar et de sept morts du côté des forces du GNA dans les affrontements à Esbea, une localité à 40 km au sud de Tripoli. Selon un dernier bilan publié par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, et poussé 120 000 personnes à quitter leur foyer depuis avril.

giés (HCR) de l'ONU, les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, et poussé 120 000 personnes à quitter leur foyer depuis avril.

17 miliciens des forces de Haftar remettent leurs armes au gouvernement d'entente

Le Gouvernement libyen d'entente nationale, reconnu par la communauté internationale, a annoncé que 17 miliciens des forces de Khalifa Haftar se sont rendus en remettant leurs armes aux forces du gouvernement d'entente, dans la région d'Al Khalla, au sud de la capitale libyenne Tripoli. D'après la page Facebook de l'opération « Volcan de la colère », 17 combattants des milices de Haftar se sont rendus et ont remis leurs armes et leurs équipements militaires, vendredi. Les combats entre les forces de Haftar et celles relevant du Gouvernement d'entente nationale bénéficiant de la légitimité internationale ont repris dans le sud de la capitale libyenne après environ deux semaines de trêve. Les forces de Khalifa



Haftar ont lancé, le 4 avril, une offensive militaire pour prendre le contrôle de la capitale libyenne. Elles ne sont toutefois pas parvenues à progresser de

manière significative sur le terrain. Depuis 2011, la Libye connaît une lutte pour le pouvoir et la légitimité, entre le Gouvernement d'entente natio-

nale reconnu par la communauté internationale à Tripoli (ouest) et les forces de Haftar, basées à l'est du pays.

F. Y./Agences

Expulsion par le Maroc des observateurs internationaux

Le Front Polisario exhorte les pays européens à prendre des mesures

La représentante du Front Polisario en Espagne, Kheira Boulahy, a exprimé sa condamnation la plus ferme de la politique du régime marocain et du blocus imposé aux zones occupées du Sahara occidental en empêchant l'accès au territoire à des journalistes et observateurs internationaux. Dans une déclaration publiée après l'expulsion, par les autorités d'occupation marocaine, de l'avocate espagnole Cristina Martinez Benitez de Lugo, M^{me} Boulahy a averti que « l'expulsion des observateurs internationaux, le manque de pression de la communauté internationale et l'absence de mécanismes des droits de l'Homme pour la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, encouragent une puissance occupante à prononcer des peines sévères et illégales à l'encontre de militants pacifiques ». La représentante du Front Polisario a dénoncé « l'attitude préoccupante du Maroc et l'impunité avec laquelle il opère », demandant aux pays de l'Union européenne, principalement l'Espagne et la France, de garantir la libre circulation de leurs citoyens et de garantir l'accès des observateurs internationaux dans les zones occupées du Sahara occidental. La diplomate sahraouie a rappelé à l'Espagne sa responsabilité en

tant que « puissance administrante du territoire sous occupation militaire marocaine » et a demandé au gouvernement de Pedro Sanchez d'assumer ses responsabilités et d'exiger le respect de la réglementation internationale. L'avocate espagnole Cristina Martinez a été empêchée, dimanche, pour la deuxième fois en moins d'un mois par l'occupant marocain, de se rendre dans la ville de Laâyoune occupée où elle devait assister au procès intenté contre 8 militants sahraouis. Arrivée à l'aéroport de Casablanca avant de se rendre à

Laâyoune occupée, l'avocate espagnole s'est vu interdire de continuer son chemin vers la capitale sahraouie par des agents marocains sans lui fournir aucun motif à ce sujet, a indiqué l'agence de presse espagnole Efe. « La police marocaine m'attendait à la porte de l'avion. Sans m'expliquer, ils m'ont informé que je ne pouvais pas me rendre dans les zones occupées du Sahara occidental », a déclaré M^{me} Martinez, qui a été déjà expulsée par les autorités d'occupation marocaines le 6 août dernier. L'avocate espagnole devait assister en tant

qu'observateur international au procès illégal convoqué par le régime marocain contre 8 militants sahraouis arrêtés le 19 juillet dernier, après les manifestations pacifiques de célébration de la victoire de l'équipe d'Algérie de football lors de la finale de la coupe d'Afrique des Nations. Ce jour-là, la célébration avait culminé avec le meurtre d'une jeune manifestante sahraouie, Sabah Othman Omeida et plusieurs cas de blessés graves parmi les manifestants causés par l'intervention violente des agents de la police marocaine venus réprimer

les Sahraouis. Selon des sources médiatiques locales, la jeune militante sahraouie a été tuée par un véhicule de la police marocaine qui a foncé à pleine vitesse sur la foule sortie célébrer pacifiquement la victoire de l'équipe algérienne face à la sélection sénégalaise. Au cours de ces manifestations, des dizaines d'autres militants sahraouis ont été arrêtés arbitrairement par les forces d'occupation marocaine et aucun détail n'a été communiqué sur leur état de santé et leur lieu de détention. C'est en l'absence des observateurs internationaux et avec une procédure jugée « illégale » par des organisations de défense des droits de l'Homme que devra commencer, aujourd'hui, le procès des 8 jeunes militants sahraouis. Durant l'année 2019, le Maroc a expulsé plus de 30 observateurs internationaux, avocats et journalistes, qui devaient se rendre au Sahara occidental occupé pour s'enquérir notamment de la situation des droits de l'Homme et des conditions de détention des militants politiques sahraouis. Plusieurs organisations internationales ont condamné cette attitude marocaine, exigeant le respect de la légalité internationale et l'entrée libre aux observateurs des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.

Sara B./APS

Tunisie

Le Syndicat des pharmaciens menace de recourir à une grève générale

LE SYNDICAT des pharmaciens d'officines de Tunisie a appelé, lors d'une réunion d'urgence, à la tenue d'une séance plénière extraordinaire pour la date du 29 août prochain, afin de débattre l'appel à une grève générale et la suspension de la convention paraphée avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Dans un communiqué publié, jeudi, le Syndicat des pharmaciens d'officines de Tunisie a indiqué que l'appel à une séance plénière extraordinaire intervient en réponse à la soustraction du gouvernement, le ministère de la Santé en l'occurrence, à ses engagements, et notamment à l'accord du 14 février 2014, affirmant son attachement à l'activation de cet accord et de ses annexes, et exprimant son refus de la « politique d'atavisme structuré », selon le communiqué. Le syndicat a, dans ce contexte, appelé la Présidence du gouvernement à intervenir de toute urgence auprès des ministères concernés pour respecter leurs engagements envers les pharmaciens, « afin de préserver le système de santé et la paix sociale », selon la même source. L'accord sectoriel régissant les relations contractuelles entre la CNAM et le Syndicat des pharmaciens d'officines de Tunisie a été signé le 14 février 2019, aux termes duquel la fourniture des médicaments aux affiliés sociaux ayant opté pour le système de médecin de famille a été rétablie. L'accord, conclu pour une période d'un an, jusqu'au 21 janvier 2020, prévoit l'engagement des parties contractantes à poursuivre les négociations et les consultations en vue de parvenir à un accord qui s'étale sur six ans, avait indiqué le directeur général de la Sécurité sociale au ministère des Affaires sociales, Kamal Madouri, dans une précédente déclaration à l'agence de presse TAP.

R. M.



Corée du Nord

Tirs de deux nouveaux projectiles en mer

■ Pyongyang a tiré hier deux nouveaux projectiles qui pourraient être des missiles de courte portée, peu après avoir affirmé être la plus grande «menace» pour les Etats-Unis, en qualifiant au passage de «toxine» le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Par Rosa C.

La Corée du Nord a multiplié ces dernières semaines les essais d'armes pour protester contre les manœuvres militaires américano-sud-coréennes, qu'elle considère comme la répétition d'une invasion de son territoire. Le dernier test remontait à mardi. «L'armée a détecté deux projectiles non-identifiés soupçonnés être des missiles balistiques de courte portée», a annoncé hier dans un communiqué l'état-major interarmes sud-coréen. Les missiles ont parcouru environ 380 kilomètres et atteint une altitude de 97 km à une vitesse maximale de Mach 6,5 avant de s'abîmer en mer du Japon, connue en Corée sous le nom de mer de l'Est. «Nos militaires suivent les mouvements du Nord en cas de lancement supplémentaire, et se tiennent prêts à toute éventualité», a ajouté l'état-major de la Corée du Sud dans un communiqué. La présidence sud-coréenne a rassem-

blé son Conseil de sécurité national (NSC) à la suite de ces essais d'armes et fait part de ses «profondes préoccupations» dans un communiqué, en observant que ces tirs intervenaient alors que les manœuvres conjointes entre Washington et Séoul étaient achevées. «Les membres du NSC ont décidé de poursuivre les efforts diplomatiques pour ramener le Nord à la table des négociations avec les Etats-Unis pour atteindre l'objectif d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne», a dit le Conseil. Le ministre japonais de la Défense Takeshi Iwaya a également indiqué aux journalistes que Tokyo pensait que la Corée du Nord avait tiré «des missiles balistiques» en violation des résolutions de l'ONU. «On ne peut les ignorer, quelles que soient leur taille et la distance parcourue», a-t-il dit. Les Etats-Unis, de leur côté, surveillent la situation, selon un haut responsable américain. «Nous consultons étroitement nos alliés japonais et sud-coréens», a-t-il dit.



PH. > D. R.

Ces nouveaux tirs interviennent au moment où les relations entre Tokyo et Séoul n'en finissent plus de se détériorer en raison des vieux contentieux hérités du passé colonial japonais dans la péninsule coréenne (1910-1945). La Corée du Sud avait annoncé jeudi qu'elle allait rompre un accord de partage direct de renseignements militaires avec le Japon, conclu en 2016 sous l'égide de Washington, dans le contexte de la montée en puissance des programmes balistiques et nucléaire nord-coréens. Séoul a finalement indiqué qu'il poursuivait ce partage d'informations avec le Japon va continuer, mais via les Etats-Unis. Les pourparlers bilatéraux entre Washington et Pyongyang sont

dans l'impasse depuis l'échec du second sommet entre le président américain Donald Trump et Kim Jong Un, à Hanoï en février. Les deux dirigeants s'étaient de nouveau rencontrés en juin à la frontière dans la Zone démilitarisée (DMZ), qui sépare les deux Etats depuis la fin de la guerre de Corée (1950-53). La rencontre avait débouché sur la décision de relancer les discussions sur le programme nucléaire de Pyongyang, un peu plus d'un an après le premier sommet Trump-Kim de Singapour. Cependant ces discussions n'ont pas encore repris. En visite cette semaine à Séoul, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la Corée du Nord, Stephen Biegun, a affirmé que les Etats-Unis

étaient «prêts à entamer des discussions» dès qu'ils auraient «des nouvelles» de Pyongyang. Mais le ministre nord-coréen des Affaires étrangères Ri Yong Ho a averti vendredi que son pays resterait «la plus grande "menace" pour les Etats-Unis pour longtemps». Il s'est aussi fendu d'une attaque frontale contre M. Pompeo qu'il a qualifié de «toxine irréductible». Le chef de la diplomatie américaine avait auparavant déclaré, dans le journal «The Washington Examiner», que si le leader nord-coréen Kim Jong Un ne décide pas de dénucléariser, les Etats-Unis «maintiendront les sanctions qui sont les plus dures de toute l'histoire».

R. C.



Commentaire

Contestataires

Par Fouzia Mahmoudi

La France organise cette année le Sommet du G7 et le mouvement des «gilets jaunes» y voit une opportunité pour se restructurer alors qu'Emmanuel Macron y voit également de son côté une occasion de convaincre les populations concernées par ce sommet de l'importance des coopérations internationales. «Depuis quatre ans, une fois par an, nous nous réunissons pour échanger sur les grands sujets du monde. Cette réunion, elle est importante, sans quoi chacun mènerait son chemin. Ce qui est attendu de nous, c'est que nous nous coordonnions», a déclaré le président français dans une allocution précédant l'ouverture du G7 à Biarritz. Emmanuel Macron a ensuite énuméré les enjeux du G7 : les «grands conflits» (l'Iran, la Syrie, la Libye, l'Ukraine...), la «situation de l'économie mondiale» (et notamment la relance de la croissance), la «lutte contre les inégalités» (initiatives pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour le numérique, etc.). Le jeune président a notamment longuement abordé le sujet du climat. «Nous devons répondre à l'appel de l'océan, ici derrière moi à Biarritz, et de la forêt qui brûle aujourd'hui en Amazonie». «L'Amazonie, c'est notre bien commun, nous sommes tous concernés», et la France encore plus : via la Guyane, territoire français d'Amérique du Sud, «nous sommes Amazoniens», a insisté Emmanuel Macron. Il a également annoncé que les professionnels du transport maritime allaient s'accorder pour réduire la vitesse sur les mers et les océans pour préserver le climat. Il a rappelé que le secteur du textile avait acté de mettre en place des initiatives en faveur de l'environnement et du développement durable. «Nous ne rêssirons peut-être pas sur tout», a concédé le chef de l'Etat. «La France doit faire le maximum. Je veux que ce G7 soit utile. Je crois que nous pouvons en faire un rendez-vous essentiel. Notre vocation à nous Français, c'est d'être dans la proposition. Je vous promets en votre nom de faire le maximum pour qu'on arrive à faire bouger les choses ensemble». Emmanuel Macron a promis qu'il «rendrait compte de manière régulière» des avancées et des points de blocage. Il a également assuré qu'il «écouterait les anti-sommet», mais les a appelés au «calme». «Les grands défis qui sont les nôtres, nous ne les résoudrons qu'en agissant ensemble», a-t-il déclaré. Il a conclu en remerciant la ville de Biarritz, ses habitants et les vacanciers qui ont dû subir les «contraintes» liées à l'organisation d'un tel rendez-vous. «Nous allons montrer au monde entier combien la France est belle et combien nous pouvons en être fiers», a conclu le président. Mais les contestataires français, eux, ne sont pas prêts à se laisser convaincre par les mots de Macron, alors même que très affaibli, le mouvement des «gilets jaunes» continue d'exister et de manifester chaque semaine dans les rues de France.

F. M.

Procès de Béchir au Soudan

La défense demande sa libération sous caution

Le président soudanais déchu Omar el-Béchir est apparu hier pour la deuxième audience de son procès pour corruption devant un tribunal de Khartoum où la défense a réclamé sa libération sous caution. Le procès de M. Béchir, déposé par l'armée le 11 avril après 30 ans au pouvoir, s'est ouvert le 19 août. Il fait face à des accusations de «possession de devises étrangères, de corruption et de trafic d'influence». Vêtu d'une robe blanche traditionnelle, l'ancien homme fort du pays, âgé de 75 ans, a été placé dans une cage en métal comme lors de la première audience. Le 19 août, un enquêteur avait affirmé que M. Béchir avait avoué avoir reçu d'importantes sommes d'argent saoudien en espèces – à hauteur de 90 millions de dollars (80 millions d'euros). Hier, le juge a

entendu trois témoins, dont deux enquêteurs qui avaient perquisitionné sa résidence, où avaient été trouvées de grosses sommes d'argent. De son côté, la défense a demandé la libération de M. Béchir, arrêté le 11 avril dans la foulée de sa destitution. «Nous demandons à la cour de libérer sous caution l'accusé», a déclaré Hachem Abou Bakr, son avocat. Le juge a répondu qu'il examinerait une requête écrite dans ce sens. Le procès de M. Béchir ne concerne pas les accusations de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide dans la région du Darfour (ouest) pour lesquelles il est recherché par la Cour pénale internationale (CPI) depuis une décennie. Après l'audience, alors qu'une très importante convoi ramenait l'ex-président en prison, deux groupes

différents ont manifesté près du tribunal. L'un, composé de plusieurs dizaines de manifestants, a lancé des slogans réclamant que M. Béchir ne soit pas seulement jugé pour corruption mais aussi pour son rôle présumé dans plusieurs conflits, dont celui du Darfour. «Béchir est un assassin», «Il doit faire face à la justice», criaient des protestataires. Un autre groupe plus petit a lui exprimé son soutien à l'ex-président, forcé de quitter le pouvoir le 11 avril sous la pression d'immenses manifestations contre le régime. La deuxième audience du procès survient alors que le pays s'est doté mercredi d'un Conseil souverain, composé de six civils et cinq militaires, chargé de mener la transition vers un pouvoir civil.

Théâtre

Une dizaine de jeunes formés aux techniques théâtrales à Oran

■ Une dizaine de jeunes amateurs de théâtre ont accompli, jeudi à Oran, leur cursus d'initiation dispensé cet été au sein de l'école de formation de l'association culturelle locale «El-Amel».

Par Karim M.

«*Il s'agit de la 23^e promotion, composée de 14 jeunes comédiens issus de cette structure d'apprentissage*», a indiqué le président de l'association, Mohamed Mihoubi, à l'occasion de la cérémonie de clôture du stage tenue au Conservatoire municipal «Ahmed-Wahby». Un public nombreux, composé notamment des familles et amis des artistes, a assisté à cette rencontre tenue en présence du directeur de la Culture, Kouider Bouziane, qui a mis l'accent sur l'importance accordée par son secteur à la formation, tout en saluant la contribution exemplaire de l'association «El-Amel». Pour leur première montée sur scène devant le public, les jeunes talents ont animé différents monologues dans le cadre d'un montage collectif dédié à la narration. La communication parents/enfants et l'addiction aux réseaux sociaux figurent parmi les principaux sujets abordés par les intervenants qui devaient aussi mettre en pratique leur apprentissage dans les domaines de l'élocution et de la gestuelle. La cérémonie a été également marquée par la participation d'anciens comédiens issus de la même association qui avaient proposé de courts spectacles en duo relatant, à leur manière, des faits du vécu quotidien. La nouvelle promotion a été baptisée au nom du regretté comédien Sirat Boumediene (1947-1995), l'interprète du per-

sonnage «Djelloul El-Fhaymi» dans la pièce «El-ajouad» (Les généreux) d'Abdelkader Alloula (1939-1994), récompensé du prix de la meilleure interprétation au Festival théâtral international de Carthage (Tunisie, 1985). Le choix du nom de Sirat coïncide avec la commémoration de la 24^e année de sa disparition (20 août 1995), a rappelé le président de l'association «El-Amel» qui célèbre le 43^e anniversaire de sa création.

K. M.



Actuellement au Musée du Louvre

La Grèce demande de lui prêter un morceau de la frise du Parthénon

Un responsable grec du ministère de la Culture a déclaré hier avoir demandé à la France de lui prêter temporairement un fragment du Parthénon que détient le musée du Louvre, à l'occasion des célébrations du bicentenaire de son indépendance en 2021. Cette proposition est «examinée de façon positive», a-t-il expliqué, parlant sous réserve d'anonymat. «Les détails vont être mis au point par les ministères de la Culture des deux pays. Il s'agit d'un échange provisoire», a-t-il précisé. Ce prêt a été évoqué au cours de la ren-

contre, jeudi à Paris, entre le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, et le président français Emmanuel Macron, selon l'agence de presse grecque ANA. La frise, datant du V^e siècle av. J.-C., dépeint une scène de bataille mythique entre les centaures et les hommes. En échange, la Grèce prêterait au Louvre une collection de bronzes anciens, toujours selon ANA. Le morceau de frise, a précisé le Louvre, avait été trouvé au pied du Parthénon en 1788 par Louis François Sébastien Fauvel, un diplomate français et archéo-

logue amateur. Aux côtés de la Grande-Bretagne et de la Russie, la France a vaincu les forces ottomanes au cours d'une bataille navale décisive à Navarino en 1827, dans la guerre pour aider la Grèce à reprendre son indépendance. Par la suite, les trois puissances ont été très présentes dans la politique grecque pendant les décennies qui ont suivi l'indépendance. Le British Museum, à Londres, détient une collection beaucoup plus importante de frises du Parthénon, détachées du monument et emportées en

1806 par Lord Elgin, alors ambassadeur britannique à la cour ottomane et passionné d'art grec. Grassement payés, les dirigeants ottomans en Grèce lui avaient accordé la permission de les emporter. La Grande-Bretagne considère donc qu'elles ont été légalement achetées. Athènes, qui argue que la permission en question a été accordée par l'occupant et non par la Grèce, demande depuis deux siècles leur retour en Grèce, mais le British Museum a toujours refusé.

Rachid G./AFP

Box-Office

Ce mois d'août pourrait être le pire jamais enregistré

Après trois semaines en salles aux États-Unis, «Fast & Furious : Hobbs & Shaw» a rapporté 133,8 millions de dollars au box-office outre-Atlantique. Fin août, les recettes du film devraient atteindre 150 millions de dollars. Une chose est sûre : le nouvel épisode de la saga «Fast & Furious» aura été le plus rentable du mois. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. Ce mois d'août a en effet été particulièrement désastreux pour le box-office américain. Le week-end dernier n'a pas vraiment aidé à redresser la situation : les 89 films proposés dans les cinémas américains ont engrangé seulement 108,1 millions de dollars, soit 83,7 millions de moins que les entrées du film «Le Roi Lion» pendant le week-end du 19 au 21 juillet seulement. Les recettes

totales du mois d'août s'élèvent ainsi à 304,8 millions de dollars et pourraient faire de 2019 la pire année pour un mois d'août. Tout dépendra donc des résultats de ce week-end aux États-Unis, et ils ne s'annoncent pas forcément très prometteurs. «La chute du Président» devrait mener le bal, alors que les deux premiers films de la saga n'avaient pas connu un incroyable succès au box-office. Passé ce week-end, il restera peu de temps aux cinémas américains pour redorer leur blason, et les films prévus pour la fin du mois ont peu de chance de remplir cette mission. Si ce week-end n'enclenche pas de recettes supérieures à 116 millions de dollars, alors ce mois d'août sera officiellement le pire depuis 1998 (et ce, sans même prendre en compte l'inflation). Les mois de

septembre et d'octobre sont généralement plus calmes pour le box-office américain. Avec les blockbusters de l'été qui ne deviennent qu'un lointain souvenir et les grosses productions prévues pour l'hiver, cette période est un entre-deux. C'est souvent le moment choisi par Disney et Marvel pour ses films qui ne peuvent pas faire face à la concurrence. Le mois d'août n'avait pourtant pas mal commencé. Le premier week-end avait rapporté 145,2 millions de dollars, se plaçant ainsi comme le 13^e meilleur week-end de l'année sur les 36 déjà écoulés. C'est plus tard que les choses ont commencé à se gâter, avec le week-end du 17 et 18 août et ses entrées historiquement basses, en faisant le 29^e week-end de l'année. Quelles que soient les

recettes finales du mois d'août, elles devraient néanmoins dépasser celles du mois de janvier, qui avait engrangé seulement 393,8 millions de dollars. Mais il est à noter que le mois de janvier est toujours difficile pour les cinémas, alors que ce n'est pas nécessairement le cas du mois d'août.

N. T./Agences

AGEND'ART

Hôtel Méridien d'Oran
Ce soir à 22h :
 Concert de Manal Gherbi.
Opéra d'Alger Boualem Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)
27 août à partir de 21h :
 Concert avec Naima Dziria et Hassiba Abderaouf.
Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :
 Exposition de l'artiste Rahim Sadek.
Galerie d'arts Le Paon
(Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)
Du 21 septembre au 20 octobre :
 Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.
 Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Béjaïa C'est la «Nuit du clip»

LA «NUIT du clip» a eu lieu à Béjaïa hier. L'initiative, placée sous le thème de «L'image chantée de la révolution», a projeté plusieurs montages accompagnés de fonds sonores particuliers. C'est à Aokas, plus précisément au Théâtre de verdure Aït Aïssa, que s'est déroulée la soirée. Rassemblant le public autour de clips mêlant images et chants révolutionnaires, il s'agit aussi de participer à un débat organisé après les projections. Pour rappel, cette initiative – de l'association «Project'heurts» en collaboration avec «Tadukli» – a déjà connu son équivalent le 31 juillet dernier à Béjaïa et s'est soldée par un franc succès. Le débat a été animé par plusieurs artistes engagés, ce qui a constitué une occasion d'échanger directement avec des acteurs culturels du contexte populaire actuel.

R. C.

Musique

Kendji Girac sur scène le 19 septembre à Alger

LE CONCERT avorté de Kendji Girac à Alger aura fait couler beaucoup d'encre mais l'organisation avait assuré le public d'une reprogrammation. Aujourd'hui, les détails sont enfin dévoilés. Kendji Girac sera sur la scène d'Alger le 19 septembre prochain à 20h30, toujours au Théâtre de verdure Laâdi-Flici (Alger-Centre). La billetterie sera ouverte à nouveau le 24 août, de 14h à 19h, au niveau

du Théâtre de verdure. Pour les personnes ayant déjà acheté des tickets, ceux-ci sont toujours valides.

Enfin, pour les personnes souhaitant se faire rembourser leur premier achat, un guichet sera à disposition, toujours au théâtre, du 24 août au 7 septembre, de 14h à 19h.

A. A.



Ligue 2 (1^{re} journée)

Le RCA, l'OM et le RCR démarrent fort

LE NOUVEAU promu RC Arbaa a bien entamé le Championnat d'Algérie de Ligue 2, en s'imposant, vendredi, à domicile devant la JSM Skikda (2-0), de même que le relégué de la Ligue 1 l'OM Médéa qui a battu l'USM Harrach sur le même score. Dans le derby de la région Centre entre l'OM et l'USMH, les hommes de Cherif Hadjar se sont imposés grâce à des réalisations de Ghomari (20') et Khelifallah (23'), prenant provisoirement la tête du classement en compagnie du RC Arbaa qui a dominé la JSM Skikda grâce à un doublé de Boughalia (12', 68'). De son côté, le RC Relizane mené au score par le MC Saïda sur un but

de l'expérimenté Cheikh Hamidi (38'), a réussi à renverser son adversaire en seconde période grâce à l'ancien attaquant de l'USM Bel-Abbès Mohamed Sekeur (48', 78'). En revanche l'autre promu en Ligue 2, l'OM Arzew, a été tenu en échec par l'A. Boussaâda (1-1). Enfin, le MC EL Eulma a été tenu en échec par l'ASM Oran, sur un score vierge. **R.S.**

Résultats :

OM Arzew - A. Boussaâda	1-1
RC Relizane - MC Saïda	2-1
RC Arbaa - JSM Skikda	2-0
O. Médéa - USM Harrach	2-0
MC El-Eulma - ASM Oran	0-0

CHAN-2020 (qualifications) Algérie - Maroc

Ammouta : «C'est une échéance importante»

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe marocaine de football, composée de joueurs locaux, Houcine Ammouta, a relevé la difficulté de la double confrontation face à l'Algérie, dans le cadre des qualifications du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, dont la phase finale aura lieu au Cameroun.

«Ce sera un grand match vu les ressemblances entre le football des deux pays et les joueurs. C'est une échéance importante pour nous, puisqu'elle peut nous donner l'accès au CHAN-2020», a indiqué le coach marocain, cité vendredi par le site Le 360 Sport.

La première manche se jouera le vendredi 20 septembre en Algérie, alors que le match retour aura lieu le 18 octobre au Maroc.

Le vainqueur se qualifiera pour la phase finale. L'autre double confrontation de la Zone 1 mettra aux prises la Tunisie à la Libye. Pour espérer se qualifier, l'Algérie doit éliminer le Maroc qui n'est autre que le tenant du titre, remporté à domicile en 2018. «Mon objectif est d'ouvrir la

porte de l'équipe A à mes joueurs.

C'est incroyable qu'aucun joueur local n'ait participé à la dernière CAN-2019 en Egypte. Nous devons valoriser notre championnat. Le joueur local souffre d'un problème mental et manque de confiance en lui», a-t-il ajouté.

En vue de ces deux rencontres, Ammouta a fait appel à 31 joueurs du cru pour un stage effectué du 14 au 20 août au Maroc.

Le WA Casablanca, vice-champion d'Afrique, est le club le plus représenté avec 9 joueurs, suivi par son voisin le Raja de Casablanca avec 7 éléments.

De son côté, la sélection algérienne des joueurs locaux, dirigée Djamel Belmadi, effectuera un stage du 24 au 28 août, au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger).

Le sélectionneur national, qui reprendra du service plus d'un mois après avoir conduit l'équipe A au sacre final à la CAN-2019, n'a pas communiqué la liste des joueurs convoqués pour ce stage.

JS Saoura

Lahmeri et Farhi écopent d'un avertissement

LES DEUX joueurs de la JS Saoura, Aymen Lahmeri et Ibrahim Farhi, ont écopé chacun d'un avertissement, avec possibilité de ponction d'un mois de salaire, a annoncé vendredi le club pensionnaire de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

Les deux joueurs ont enfreint le règlement intérieur de l'équipe, qui se trouve actuellement à Casablanca (Maroc) pour prendre part au tournoi préliminaire qualificatif aux 16^{es} de finale de la Coupe arabe des clubs, précise la même source.

La JSS s'est imposée lors de ses deux premiers matchs de la compétition, en dominant

d'abord les Comoriens de Fomboni FC de Mohéli (5-0), avant de disposer jeudi de la formation de Djibouti Télécom (1-0).

«A l'issue du visage terne affichée par l'équipe, le président du club Mohamed Zerouati a provoqué une réunion d'urgence jeudi soir au cours de laquelle il a reproché aux joueurs leur piètre prestation.

Il leur a demandé de faire preuve de responsabilité et honorer leurs contrats jusqu'à la dernière minute de la saison, tout en leur exigeant un résultat positif lors du dernier match face au CA Bizertin», indique le club dans un communiqué. Lors de

Ligue des champions d'Afrique/USMA-Sonidep (Mauritanie) ce soir au stade 5-Juillet

Les Rouge et Noir pour confirmer et passer

■ La formation de l'USM Alger fera tout son possible pour confirmer le résultat du match aller, pour le compte du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique, face aux Mauritanien de Sonidep et décrocher ainsi le billet de la qualification aux 16^{es} de finale.



Les Usmistes pour une qualification aux 16^{es} de finale

Par Mahfoud M.

Après remporté la manche aller sur le score de (2/1), les Rouge et Noir feront tout leur possible pour confirmer encore une fois leur supériorité afin de se qualifier de fort belle manière au prochain tour. Les poulains de Dziri savent ce que les attend lors de ce match et doivent se donner à fond s'ils veulent éviter une surprise. Ils doivent faire très attention à cette équipe mauritanienne, étant donné que rien n'est joué d'avance et que tout reste possible dans un rencontre de 90 minutes. Pour ce match retour, le coach de l'USMA devrait compter sur le retour de Zouari qui a repris avec le groupe après avoir été soumis à des soins intensifs. Le joueur se sent mieux et devrait être aligné par Dziri qui comptera sur lui pour

donner du tonus à l'attaque. Cet attaquant sera présent dans le onze usmiste en compagnie des autres qui feront tout pour l'emporter et continuer l'aventure africaine. Même avec la crise financière que vit le club, il n'empêche que les joueurs se donneront à fond pour réussir le pari et aller le plus loin possible dans cette compétition qui pourrait les extirper de cette crise, vu que l'équipe bénéficiera d'un bon pactole en arrivant au moins à la phase des poules. Le portier et capitaine de l'USMA, Zemmamouche, avouera que son équipe ne pense pas à la crise et se concentre uniquement

sur ce match retour face à Sonidep, dans l'espoir de remporter un succès qui lui permettra de se qualifier au tour prochain de la Ligue des champions. «Nous sommes appelés à honorer notre contrat et les couleurs du club et nous ne nous concentrons pas sur cette crise, car nous savons que les dirigeants font tout ce qui est en leur pouvoir pour lever le gel sur les comptes du club», dira le portier des Rouge et Noir qui reste très optimiste quant à l'avenir du club.

M. M.

AS Monaco

Jardim compte sur Slimani

L'entraîneur portugais de l'AS, Monaco Leonardo Jardim, attend beaucoup de sa nouvelle recrue, l'attaquant international algérien Islam Slimani, prêté cette semaine par Leicester City pour une année avec option d'achat. «C'est un joueur à l'aise de la tête, il est capable de donner du poids offensif à l'équipe, au contraire de "Ben" (Ben Yedder) qui est un joueur plus technique, de possession de balle, complètement différent. Slimani peut apporter son agressivité offensive. Son état de forme ? Il a arrêté une seule semaine après la CAN. Il s'est donc entraîné deux semaines là-bas et une semaine ici», a indiqué Jardim en conférence de presse d'avant-match. Le coach de l'AS Monaco, avec qui le contact n'a jamais été rompu, connaît parfaitement le profil du joueur puisque c'est le

technicien portugais qui a lancé l'Algérien en Europe, au Portugal, sous les couleurs du Sporting (2013/2016). L'ancien attaquant du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne) pourrait effectuer ses grands débuts en Ligue 1 française dimanche, à l'occasion de la réception de Nîmes Olympique (14h00, algériennes) où évolue l'autre international algérien Zinedine Ferhat. Le meilleur buteur en activité de la sélection algérienne avec 27 buts en 64 sélections, vient de remporter la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 avec les Verts en Egypte. Agé de 31 ans, Islam Slimani qui sort d'une saison compliquée en Turquie avec Fenerbahçe, espère relancer sa carrière en s'engageant avec Monaco qui reste sur deux défaites de rang en championnat de Ligue 1 française.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Libye

Trois civils tués dans un raid aérien au sud de Tripoli

TROIS civils ont été tués dans un raid aérien au sud de la capitale libyenne, a indiqué le porte-parole des forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et reconnu par l'ONU. «Plusieurs frappes aériennes ont visé différentes positions dans le secteur d'al-Swani (25 km au sud de Tripoli), tuant trois civils qui se trouvaient dans un véhicule en route vers al-Kimiya (20 km au sud de Tripoli)», a affirmé ce porte-parole, Moustafa al-Mejii. «L'un de ces raids a touché une maison», a-t-il ajouté. M. al-Mejii a accusé les forces du général à la retraite Khalifa Haftar, d'être responsables de ces frappes, ainsi que

d'autres bombardements qui ont visé des zones résidentielles à Tripoli et dans sa banlieue depuis avril. Khalifa Haftar a lancé le 4 avril une offensive pour conquérir Tripoli. Après plus de quatre mois d'affrontements meurtriers, ses forces, freinées par celles loyales au GNA, sont restées aux abords de la capitale. Selon un dernier bilan publié par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés. Ils ont également forcé 120 000 personnes à quitter leur foyer depuis avril.

A. S.

MDN/Sécurisation des frontières

Des armes et des munitions découvertes à Tamanrasset

DANS le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert avant-hier, lors d'une patrouille de fouille menée près des frontières Sud à Tamanrasset une cache d'armes et de munitions, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Détaillant cette découverte, la même source citera «une base de lance roquettes de calibre 107mm, une mitrailleuse lourde de calibre 14.5 mm, deux roquettes RPG7, un canon de Mitrailleuse lourde de calibre 14.5 mm, un support de Base de lance-roquettes de calibre 107mm, un support de mitrailleuse lourde de calibre 14.5 mm et un support de mitrailleuse de calibre 12.7 mm ainsi que 139 balles de calibre 14.5 mm». Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, le document du MDN indiquera qu'«un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté à Tamanrasset 24 individus de

différentes nationalités et saisi 0 véhicules tous terrains, 05 matériaux piqueurs, 03 groupes électrogènes, 03 détecteurs de métaux, 590,9 grammes de métal jaune ainsi que du matériel de détonation». Et d'ajouter que deux narcotrafiquants ont été appréhendés en possession de 7570 comprimés de psychotropes, précisant à ce propos que la quantité de psychotropes et un véhicule ont été saisis. Dans le même contexte, enchaîné le même document, les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Batna un narcotrafiquant et ont saisi 770 comprimés de psychotropes, de même un individu a été arrêté en sa possession un fusil de chasse et un pistolet de confection artisanale. Enfin, s'agissant de la lutte contre l'immigration clandestine, le communiqué du MDN indique qu'un détachement de l'ANP et les éléments des gardes frontières ont arrêté à Ain Salah et Tlemcen 24 immigrants clandestins de différentes nationalités.

R.N.

Gendarmerie nationale

Installation du nouveau commandant régional de Tamanrasset

LE COMMANDANT de la Gendarmerie nationale (GN), le général Abderahmane Araar a procédé hier à l'installation du colonel Riki Mohamed dans ses fonctions de commandant du 6^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale à Tamanrasset, en remplacement du général Kandoussi Abdelkader.

Le commandant de la Gendarmerie nationale a indiqué, au cours de la cérémonie

de l'installation qui s'est déroulée au siège du 6^e Commandement de la Gendarmerie nationale, que cette installation intervient en application du décret présidentiel et conformément au plan annuel d'affectation approuvé par le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. **Samy O.**

L'union européenne serre l'étau autour des migrants



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

EN A'

Belmadi convoque 22 joueurs pour un stage en préparation du CHAN

■ Le sélectionneur de l'équipe nationale des locaux, Djamel Belmadi, a convoqué 22 joueurs pour effectuer un stage du 26 au 28 août au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances officielles.

Par Yasser A.

Ce stage va permettre au sélectionneur national de voir à l'œuvre tous les joueurs convoqués notamment ceux qui participent aux Coupes d'Afrique interclubs (USMA, JSK, PAC et CRB). Ce regroupement initialement prévu à partir du 24 août a été décalé de deux jours et sera ponctué par une opposition amicale contre la sélection nationale des moins de 23 ans qui prépare sa double confrontation contre le Ghana comptant pour le dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations des U23 prévue en septembre prochain. La liste des 22 joueurs retenus par Djamel Belmadi dont ce sera la première apparition depuis sa consécration avec la sélection A

en phase finale de la CAN 2019 en Egypte, est composée essentiellement des joueurs évoluant en championnat de Ligue 1 professionnelle. La sélection algérienne des locaux prépare la double confrontation contre le Maroc (tenant du titre) dont la manche aller aura lieu le 20 septembre prochain à Alger dans le cadre du dernier tour des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations CHAN 2020, dont la phase finale aura lieu au Cameroun. La manche retour aura lieu entre le 18 et 20 octobre prochain au Maroc. L'autre double confrontation de la Zone 1 mettra aux prises la Tunisie à la Libye. Par ailleurs, ce stage permettra aussi au coach de voir certains éléments qui pourraient à l'avenir rejoindre l'EN A pour les prochaines échéances. **Y. A.**

Liste des 22 convoqués: Gardiens de but: Gaya Merbah (NAHD), Benbot Oussama (JSK), Défenseurs: Saadi Redouani (ESS), Alati Walid (MCA), Cherifi Redouane (USMA), Lamara Nabil (MCA), Chafai Farouk (MCA), Mustapha Khiraoui (USMA), Bouchar Sofiane (CRB), Bouchina Mustapha (Paradou AC)

Milieux de terrain: Hamoudi Tayeb (Paradou AC), Rebiai Miloud (MCA), Benkhliifa Tahar (MCA), Benkhemassa Mohamed (USMA), Bendebka Sofiane (MCA), Sayoud Amir (CRB) Attaquants: Selmi Hocine (CRB), Ghechahossam (ESS), Djahnit Akram (ESS), Belahouel Hamza (ESS), Benayed Riyad (Paradou AC), Bencha Zakaria (USMA)

Aux postes frontaliers d'Oum T'boul et Laâyoun

Le DGSN insiste sur l'amélioration de la qualité d'accueil et de traitement des voyageurs

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhadba, a insisté hier à El Tarf sur l'amélioration constante de la qualité d'accueil et de traitement des voyageurs aux niveaux des postes frontaliers. «Les postes frontaliers constituent la vitrine du pays. L'amélioration constante des procédures de passage des voyageurs et le respect des réglementations en vigueur demeurent une priorité», a souligné le DGSN, lors de sa visite d'inspection aux postes frontaliers d'Oum T'boul et Laâyoun. Il a dans ce sens relevé que «l'Etat a beaucoup investi et a misé sur

les technologies pour l'amélioration des prestations de services du corps de la police». M. Kara Bouhadba, qui a inspecté les différents services qui composent ces postes, dont les postes avancés pour gérer le flux des voyageurs, a encouragé ses cadres et agents à redoubler d'efforts pour l'amélioration «concrète et en continu» du dispositif d'accueil et de traitement des passagers transitant par les postes frontaliers. Selon les chiffres présentés au DGSN, la police aux frontières (PAF) des postes frontaliers d'Oum T'boul et Laâyoun ont enregistré en 2017 le transit entre entrées et

sorties de 2,2 millions de voyageurs, en 2018 le nombre de voyageurs a atteint un pic de 2,7 millions et se situe à 1,6 million au cours des huit premiers mois de l'année 2019. Le DGSN qui a assisté aux opérations de contrôle des voyageurs, au cours desquelles des explications sur le système électronique de lecture de passeport utilisé et permettant le contrôle d'un voyageur en 30 secondes ont été fournies, s'est entretenu avec certains voyageurs qui ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité de travail et la célérité dans le contrôle des services de la PAF. **Mehdi A.**